



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

COP25

Question au Gouvernement n° 2536

Texte de la question

COP25

M. le président. La parole est à M. Ugo Bernalicis.

M. Ugo Bernalicis. La vingt-cinquième conférence des Nations unies sur le climat, la COP25, s'est achevée à Madrid dimanche dernier. Après les engagements pris lors des COP21, 22, 23 et 24, la stratégie de la France est-elle de ne pas prendre d'engagements afin d'éviter à nouveau de ne pas les tenir ? La question se pose. (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

En effet, lors de ces deux semaines de discussion, la France n'a brillé que par son absence. Preuve en est l'attitude des membres du Gouvernement : la ministre Élisabeth Borne ainsi que la secrétaire d'État Brune Poirson y passent une journée, histoire de ; le ministre de l'agriculture Didier Guillaume reste quelques heures pour assister à une réunion ; le Président de la République est complètement absent. Bref, un beau bilan photo – et une belle empreinte carbone !

La France et toute la communauté internationale du capitalisme triomphant sont incapables de se hisser à la hauteur des enjeux, empêtrées qu'elles sont dans des querelles sans fin, des marchandages constants, des reculs et des remises en question de l'état de la science.

Pensez-vous réellement que le Gouvernement soit à la hauteur ? Eh bien, le Haut conseil pour le climat – ce n'est pas la France insoumise – vous le dit : la stratégie bas carbone que le Gouvernement s'est fixée en réponse à l'urgence climatique n'est pas respectée, et les émissions de gaz à effet de serre baissent deux fois moins vite que prévu. Ce sont pour l'essentiel les secteurs du bâtiment et du transport qui sont en cause.

Votre stratégie est nocive, tant elle mêle une communication en dehors de la réalité et – en même temps – une réalité politique pro-business et anti-écologique.

La maison brûle et vous, vous regardez le chiffre de la croissance ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Quand on voit votre bilan, il paraît bien normal que vous rasiez les murs à la COP25 : application du traité de libre-échange CETA – accord économique et commercial global avec le Canada – et signature du JEFTA – traité de libre-échange avec le Japon ; fin du plastique à usage unique en... 2040 ; renoncement programmé s'agissant de la fin du glyphosate ; impossibilité de sauver l'entreprise Arjowiggins, dernière entreprise française à produire du papier recyclé ; fermeture de la ligne Rungis-Perpignan ; non-taxation du kérosène et maintien de l'exonération fiscale aux énergies fossiles ; budget pour la transition écologique trop faible ; abandon des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre fixés en 2000 au profit de la neutralité carbone ;

division par deux du montant alloué à la rénovation énergétique...

M. le président. Merci, monsieur Bernalicis. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, pour répondre à la question que M. le député n'a pas eu le temps de poser. *(Sourires.)*

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire. La maison brûle, monsieur le député, et la France regarde l'écologie et la solidarité ! C'est pour cette raison que notre pays était représenté à la COP25 par le Premier ministre ; c'est pour cette raison que, vous l'avez dit vous-même, plusieurs membres du Gouvernement se sont non seulement rendus à Madrid, mais y ont passé beaucoup de temps.

Comme tous les députés ici, monsieur Bernalicis, vous savez certainement que ce n'est pas la France qui négocie.

M. Ugo Bernalicis. La France ne sert à rien, alors !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Ce n'est pas la France qui négocie, mais l'Union européenne ! (« *Eh oui !* » et *applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) La France est là en tant qu'État membre de l'Union européenne, et c'est dans ce rôle que nous nous battons tous les jours, pied à pied, pour que des objectifs aussi ambitieux que possible soient fixés. *(Exclamations.)*

Je suppose que cela ne vous a pas échappé, monsieur Bernalicis, vous qui vous intéressez tant à la neutralité carbone : vous avez dû voir que la France, et le Président de la République, ont consacré des mois, des jours, des heures, à fixer un objectif de neutralité carbone en 2050. Et nous y sommes presque ! Voilà ce qui s'appelle travailler pour préparer les négociations internationales.

À la COP25, nous avons lutté contre les renoncements, et nous avons malgré tout avancé, notamment en signant avec la Banque interaméricaine de développement la création d'un fonds de 24 millions d'euros en faveur de la biodiversité.

M. Régis Juanico. Quelle audace, en effet ! *(Sourires.)*

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Nous avons avancé en nouant des coalitions. Nous avons avancé au niveau européen avec le Green Deal, avec des objectifs ambitieux pour 2030.

Ce dont nous avons besoin, maintenant, c'est que nous tous ici, nous tous ensemble, nous nous serrions les coudes et avançons main dans la main non seulement en nous fixant des objectifs réalistes, mais en les atteignant. Vous le savez comme moi, puisque vous vous intéressez aux négociations climatiques : le vrai enjeu, c'est en 2020. Le Gouvernement a répondu présent et la France se bat pied à pied depuis des années en Europe.

Quant aux plastiques, nous avons voté leur fin en 2040. Ne jouez pas sur les mots ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [M. Ugo Bernalicis](#)

Circonscription : Nord (2^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2536

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès de la ministre)

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès de la ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 décembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 décembre 2019](#)